

raître qu'en somme l'accession de la bureaucratie au pouvoir n'est que le résultat d'une combinaison inattendue et particulière de facteurs contingents : la structure traditionnelle a été démolie par le nazisme allemand; la Russie était très proche et l'Amérique trop loin; des partis révolutionnaires, qui auraient pu guider l'action des masses, il n'y avait point. Dans ces conditions, rien d'étonnant si Staline, cet abject prestidigitateur qui a jusqu'ici réussi à tromper l'« Histoire » (pas pour longtemps !) est parvenu à mettre ces pays dans sa poche. D'une manière plus sérieuse quant à la forme (mais nullement quant au fond), il s'est trouvé des « marxistes » pour dire que la transformation sociale de ces pays n'a rien à voir avec la question de l'évolution de l'économie contemporaine et de la nature de la bureaucratie, qu'elle est simplement le résultat de l'action de l'armée russe et que ces pays étant tombés dans la sphère de domination soviétique, le Kremlin était obligé d'y installer au pouvoir les partis communistes, ce qui amena tout le reste.

Cette manière de voir et d'écrire l'histoire contemporaine ne vaut guère mieux que l'explication de la constitution de l'Empire romain par la longueur du nez de Cléopâtre. L'action sociale et historique d'une armée, aussi puissante soit-elle, s'inscrit obligatoirement dans le cadre de possibilités étroitement circonscrites par l'étape donnée du développement historique. La plus puissante armée du monde serait incapable de ramener sur terre le régime des Pharaons ou d'instaurer du jour au lendemain une société communiste. L'armée russe en Europe orientale, dans la mesure où elle a joué un rôle, n'a pu le faire que dans la mesure où son action correspondait aux tendances de l'évolution sociale et où elle secondait des facteurs historiques incomparablement plus puissants qu'elle et qui étaient déjà en œuvre.

L'écroulement des structures économiques et sociales traditionnelles en Europe orientale a été le résultat combiné de la faillite des bourgeoisies nationales « indépendantes » et de l'annexion de ces pays par l'appareil militaire et économique d'un pays capitaliste incomparablement plus fort, l'Allemagne nazie. La tendance vers la concentration internationale du capital a donc été le moteur profond de cet écroulement. A cette crise sociale généralisée a correspondu inévitablement l'entrée en action dans la plupart des cas des masses. Mais cette action ne pouvait avoir lieu que sous la direction totale et exclusive d'une bureaucratie « ouvrière ». Là également, il s'agit d'une manifestation caractéristique de toute une étape historique du

mouvement ouvrier, et qui n'est pas spécifique à ces pays; mais dans ceux-ci, à cause de l'ampleur extrême de la crise sociale et des formes aiguës que la lutte a rapidement embrasées, la bureaucratie a été amenée à jouer un rôle beaucoup plus considérable et à prendre un pouvoir réel relié directement à sa monopolisation de la direction de la lutte militaire. Lorsque l'impérialisme allemand s'écroula sous les coups d'une coalition constituée par les forces qui se trouvent à l'avant-garde du développement capitaliste — soit du point de vue technique (U.S.A.), soit du point de vue de l'organisation sociale la plus efficace d'un système d'exploitation (U.R.S.S.) — le « vide » économique et social ainsi créé se combla tout naturellement par l'action de la bureaucratie. La lutte qui dans certains de ces pays (Tchécoslovaquie, Hongrie) opposa la bureaucratie montante, soutenue par le prolétariat ou tout au moins par ses fractions les plus actives, à la bourgeoisie traditionnelle ne fut que l'expression locale du conflit qui commençait à se manifester sur le plan mondial entre les deux pôles de la concentration du capital, les Etats-Unis et la Russie, pôles qui ne sont eux-mêmes que la concrétisation géographique des deux couches d'exploiteurs actuellement en lutte pour la domination mondiale. Une des conditions de la victoire de la bureaucratie fut évidemment la proximité de la Russie et la présence de l'armée soviétique, plus exactement, le fait que ces pays étaient inclus dans le nouveau partage provisoire du monde, explicite ou tacite, dans la zone de domination russe. En ce sens, ce qu'il y a de relativement « accidentel » dans l'affaire, c'est que les pays bureaucratés aient été la Yougoslavie, la Pologne, etc. et non point la France, l'Italie ou la Grèce, où la présence et parfois l'intervention armée des forces occidentales a empêché, pendant cette phase, un développement analogue.

Ce qui donne ses véritables limites à ce caractère « accidentel », est la nature même du régime instauré dans ces pays. L'analyse économique et sociologique montre que ce régime appartient à l'étape ultime de la concentration du capital, étape pendant laquelle l'étatisation succède à la monopolisation et la bureaucratie économique et politique à l'oligarchie financière. Ces phénomènes s'étaient déjà précédemment réalisés en Russie. L'action de celle-ci dans les pays satellites n'a fait que faciliter et accélérer un développement qui de toute façon correspondait à la situation propre des régions en question. A moins de supposer que l'histoire est créée par les décisions des maréchaux, il est évident que celles-ci

n'ont fait que participer à la transformation du possible en réel; et ce faisant, elles n'exprimaient que les nécessités mêmes du capitalisme bureaucratique en Russie. L'extrême variété des modalités et de l'ampleur de l'intervention des forces russes dans le processus de bureaucratisation de ces pays, allant de la domination totale et de la création pour ainsi dire « d'en haut » des nouvelles structures (comme en Allemagne orientale) jusqu'à un rôle positivement nul (comme en Yougoslavie, pour laquelle la proximité de l'armée russe signifia en pratique uniquement l'impossibilité pour les Américains d'intervenir), prouve précisément le caractère historiquement « authentique » de la montée de la bureaucratie au pouvoir.

Quant à l'appréciation sociale de ces régimes, il n'y a que deux attitudes possibles : l'une consiste à mettre l'accent sur la « nationalisation » de l'économie, la suppression des bourgeois, les origines « prolétariennes » des nouveaux dirigeants, pour affirmer qu'il s'agit de régimes « ouvriers » (même « déformés ») et « socialistes ». L'autre, s'attache à dévoiler l'exploitation intense à laquelle est soumise la classe ouvrière, la terreur policière qu'elle subit, le remplacement de la bourgeoisie traditionnelle par une nouvelle couche exploiteuse de bureaucrates. La conclusion de la première, c'est la participation à la préparation de la guerre du côté russe, pour étendre le règne de ce « socialisme »-là aux autres pays. La conclusion de la deuxième, c'est la préparation idéologique, politique et pratique du prolétariat pour le renversement des exploités, bourgeois ou bureaucrates, et l'instauration de son propre pouvoir. La première, c'est la position de la bureaucratie stalinienne et de ses laquais. La deuxième, celle de l'avant-garde révolutionnaire. Entre ces deux chaises la distance est si grande que le derrière des « théoriciens » trotskystes, aussi large soit-il, ne pourra jamais la combler.

L'ACCESSION DE LA BUREAUCRATIE TITISTE AU POUVOIR.

Le processus dont nous avons décrit plus haut les traits généraux apparaît avec une force et une clarté particulières en Yougoslavie. Très tôt le parti communiste se proposa comme tâche principale l'organisation de la lutte contre l'occupation,

et certains territoires (presque toute la Serbie occidentale) étaient sous le contrôle absolu et exclusif des partisans dès l'automne 1941. (8) Presqu'à la même époque se situent les débuts de la lutte à mort entre les partisans staliniens et les tchetniks de Mihailovitch, lutte qui aboutit à l'extermination de ceux-ci quatre ans plus tard. Parallèlement s'édifiaient un appareil centralisé tout-puissant dans les brigades de partisans, et des « Comités » exerçant le pouvoir local dans les régions libérées, dominés eux-mêmes par la direction stalinienne du mouvement. Déjà pendant l'hiver 1942-43 était convoquée une « Assemblée constitutive du Front antifasciste de libération nationale » qui procéda à l'élection du « Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie », que Tito qualifie d'« organe politique suprême ». (9) Puis, en novembre 1943, était créé un « Comité Populaire de libération nationale de Yougoslavie », « appelé à remplir les fonctions de gouvernement provisoire du pays. C'était », dit Tito, « la réponse à tous ceux qui avaient espéré que, dès la fin des hostilités, on reviendrait aux anciennes habitudes ».

Le 16 juin 1944 était conclu l'accord entre Tito et Choubachitch sur la collaboration entre le gouvernement royal de Londres et le Comité de Libération nationale, suivi le 8 mars 1945 de la formation d'un gouvernement de « coalition » Tito-Choubachitch, exerçant formellement le pouvoir sur l'ensemble du territoire yougoslave, totalement libéré à cette époque. Cette phase de « collaboration avec la bourgeoisie » — ou plutôt avec les représentants traditionnels de celle-ci, car de la bourgeoisie elle-même il ne restait plus grand'chose — arriva à sa fin quelques mois plus tard : en octobre 1945, les derniers politiciens bourgeois démissionnaient du Gouvernement, et le 11 novembre de cette même année, des élections convenablement préparées donnaient 96 p. 100 des voix au Front Populaire.

Le « compromis » provisoire conclu avec la bourgeoisie royaliste par Tito est un modèle de tactique bureaucratique d'accession au pouvoir. Tito dans son rapport déjà mentionné expose avec précision les fondements de cette politique. Il était quasi impossible à la direction stalinienne en 1944 de résister à la pression alliée s'exerçant dans le sens de création d'un gouvernement d'« Union nationale ». En cédant sur la

(8) V. Tito, Rapport politique au Cinquième Congrès du PCY, Paris, 1948, p. 77 et 78.

(9) Tito, *ib.*, p. 107.

forme, Tito obtenait sa « légalisation » de la part des Alliés et de la Cour royale elle-même; il ne cédait rien sur le fond, sur le seul plan qui l'intéressait et qui était en définitive important, c'est-à-dire sur le plan de la force et du pouvoir réel : « Nous prîmes donc notre parti de cet accord, parce que nous connaissions notre force, parce que nous savions que l'énorme majorité du peuple était avec nous et que le peuple nous soutiendrait quand il le faudrait. En outre, nous avions une force armée dont nos rivaux ne pouvaient même pas imaginer l'importance, tandis que le roi et son gouvernement n'avaient rien, puisque Draža Mihailovitch était non seulement discrédité par suite de la collaboration avec l'occupant, mais encore défait par nos unités. Par conséquent, nous n'avions rien à craindre et nous acceptâmes cet accord, qui, loin de nuire, ne pouvait que nous être utile, sous condition de savoir agir comme il le fallait. C'est ce qui advint par la suite. » (10)

Combien ce dernier acte de la comédie avait été bien préparé précédemment, c'est ce qui montre le passage suivant du même discours de Tito : « Au cours de la lutte de libération, nous avons déjà créé les conditions préalables. Partout où nous étions maîtres du territoire, nous avons liquidé l'ancien appareil d'état bourgeois, la gendarmerie et la police, les administrations des villages, des villes, des arrondissements, etc. Nous nommions de nouveaux organes du pouvoir populaire et ses organes de sécurité. Lorsque le pays fut complètement libéré, nous nous livrâmes à ce travail sur tout le territoire de Yougoslavie. » A condition de comprendre sous les mots « pouvoir populaire », le pouvoir de la bureaucratie, et d'accorder toute l'importance due à la création des « organes de sécurité » nouveaux, à condition en un mot de comprendre la différence vraiment subtile entre la dictature du Guépéou et la dictature du prolétariat (11), ce passage donne une description correcte de l'installation de la bureaucratie au pouvoir déjà sous l'occupation.

Une fois le pouvoir étatique entre les mains de la dictature

(10) Tito, 1. c., p. 137.

(11) Cette différence subtile échappe naturellement aux dirigeants trotskistes, qui ont maintenant découvert la « révolution yougoslave de 1944 ». Soit dit en passant, le ridicule désespéré de la position de ces gens s'exprime par le fait que leur imbécillité est nécessairement prouvée, qu'ils aient tort ou raison dans cette estimation : s'ils ont tort, parce qu'ils ont tort; s'ils ont raison, parce qu'une « direction révolutionnaire mondiale » qui met cinq ans pour s'apercevoir qu'une révolution a eu lieu est tout juste bonne pour la poubelle. Le plus gai, c'est que lorsque par le passé on leur montrait qu'effectivement une certaine « révolution » avait eu lieu en Yougoslavie (et pas seulement en Yougoslavie), que la bourgeoisie y avait été liquidée et qu'un nouveau pouvoir bureaucratique correspondant à l'étatisation de

militaire de Tito, et l'administration sous la coupe des « Comités de libération » staliniens, une série de procès en haute trahison acheva de décimer ce qui restait des représentants traditionnels du capitalisme, dont les soutiens les plus actifs, les tchetniks de Mihailovitch, furent exterminés.

La puissante offensive des staliniens du P.C. yougoslave dans la liquidation de la bourgeoisie fut, on le voit, sans commune mesure avec celle des partis staliniens des autres pays satellites, qui ne purent accéder au pouvoir qu'à travers un processus considérablement plus long.

La liquidation de la propriété privée a suivi pas à pas l'extermination politique de la bourgeoisie.

Avant la guerre, les richesses minières du pays et les industries-clés étaient exploitées par des capitaux étrangers (dont la participation représentait 91 p. 100 dans la métallurgie, 73 p. 100 dans les industries chimiques, 61 p. 100 dans les textiles, en moyenne générale 49,5 p. 100 de l'industrie). Dès 1944, les biens étrangers et les biens des « traîtres et des collaborateurs » furent sequestrés et confisqués. Le total représentait 80 p. 100 de l'industrie, la majeure partie des banques et du grand commerce.

Peu après, une nationalisation générale enlevait du secteur privé les mines, les usines et les moyens de transport. Enfin, à la fin de 1947, « tout ce qui n'était pas tombé sous le coup de la première loi sur la nationalisation a été nationalisé, c'est-à-dire : le reste des entreprises industrielles, toutes les imprimeries, les grands magasins et les caves, les hôtels, les sanatoriums, etc. » (12)

Bien entendu, ces nationalisations s'effectuèrent sans indemnisation ni rachat vis-à-vis des ex-proPRIÉTAIRES yougoslaves. Quant aux ex-proPRIÉTAIRES étrangers, leur indemnisation est depuis lors l'objet de négociations entre le gouvernement de Tito et les divers gouvernements capitalistes. (13)

En ce qui concerne l'agriculture, il faut d'abord rappeler que le problème essentiel qui se posait à la Yougoslavie, comme à tous les pays balkano-danubiens (à l'exception de la

l'économie s'y était installé, ces gens n'en voulaient rien entendre et maintenaient que dans ces pays la bourgeoisie était restée classe dominante ! Mais leur incohérence n'a pas fini de produire des miracles. Si par les voies que nous avons décrites un pouvoir ouvrier (fût-il « déformé » autant qu'on le voudra) peut être instauré, que reste-t-il du léninisme ? Pourquoi peut-on constituer des gouvernements de coalition avec la bourgeoisie en Yougoslavie et pas ailleurs ? Bien naïf serait celui qui attendrait une réponse à ces questions.

(12) Tito, 1. c., p. 143.

Hongrie), était non pas l'existence de grandes propriétés agraires, mais l'extrême exiguité des exploitations, directement lié à la faible industrialisation et la surpopulation agricole qui en résultait (80 p. 100 de la population s'occupaient en Yougoslavie avant la guerre de l'agriculture; 55 p. 100 des exploitations agricoles occupaient moins de 10 hectares; 23 p. 100 de 10 à 20 hectares et 13 p. 100 de 20 à 50 hectares). La solution du problème agraire dans ces conditions ne pouvait pas être substantiellement avancée par l'expropriation des grandes propriétés, mais par le regroupement des exploitations. L'expropriation de la superficie des exploitations dépassant 30 hectares (1945-1946), ne pouvait dans ces conditions amener que des modifications secondaires à la répartition de la propriété agraire, comme l'indique le tableau suivant :

Participation des exploitations agricoles dans la production des céréales (en % de la production totale).

Propriétés	1939	1948
Moins de 5 hectares.....	27,2	34,3
De 5 à 10 hectares.....	26,0	27,9
Plus de 10 hectares.....	46	37,8

La mesure essentielle dans ce domaine a été la création des coopératives agricoles, sur lesquelles nous reviendrons. Il suffit de noter qu'elles sont en constant accroissement (51 en 1945, 4.100 en 1949).

En résumé, nous trouvons ici réalisés, plus rapidement et radicalement, les traits communs de la transformation sociale qui a eu lieu dans tous les pays satellites de 1945 à 1948 : liquidation de la bourgeoisie industrielle, bancaire et commerciale; liquidation des grands propriétaires fonciers; tolérance provisoire du paysan moyen, qui est de toute façon entièrement soumis au pouvoir économique de l'Etat.

(13) Depuis la rupture avec le Kominform le gouvernement Tito est devenu beaucoup plus souple dans ces négociations et il admet l'inclusion dans ses traités de commerce avec les pays occidentaux de clauses d'indemnisation des propriétaires étrangers en Yougoslavie. C'est le cas, notamment, des derniers traités de commerce avec la Suisse, le Royaume-Uni et d'autres pays.

LA STRUCTURE ACTUELLE DE LA SOCIÉTÉ YOUGOSLAVE (Economie, Etat, Classes).

La bourgeoisie une fois liquidée, qui assura sa succession dans ses fonctions dirigeantes ? La société, comme la nature, a horreur du vide, et un pays qui n'est pas dans un état d'anarchie complète, ne saurait vivre, non pas cinq ans, mais cinq mois sans la domination d'un corps social unifié et cimenté par les intérêts communs des individus qui le composent. Est-ce le prolétariat la nouvelle classe dominante de la société yougoslave ? Est-ce lui qui gère la production de l'Etat, qui règle la répartition du produit national, qui s'exprime dans l'idéologie officielle de la nouvelle Yougoslavie ? Et si non, qui ? Cette bureaucratie dont nous avons tellement parlé, a-t-elle vraiment une réalité sociale ? Ne pourrait-on pas la considérer comme un tuteur provisoire d'un prolétariat non encore parvenu à sa maturité complète, tuteur qui s'effacerait de lui-même une fois cette maturité atteinte ?

On voit facilement que ces questions débordent amplement le cadre de cet article. Elles embrassent aussi bien le problème de la nature de la bureaucratie, que celui du pouvoir ouvrier, donc du programme socialiste. Il est impossible d'en traiter ici; nous nous bornerons à renvoyer le lecteur aux textes que nous avons déjà publiés sur la bureaucratie (14) et aux travaux de notre groupe sur le programme socialiste qui seront publiés dans les prochains numéros de cette revue. Nous ne pouvons qu'énoncer ce que sont pour nous les traits essentiels d'un pouvoir ouvrier, en rappelant qu'il ne s'agit pas de « normes idéales » *a priori*, mais des conditions sociologiques sans lesquelles la suppression de l'exploitation et la construction du communisme sont impossibles.

Le prolétariat ne devient classe dominante qu'en supprimant l'exploitation. L'exploitation se manifeste dans la production comme accaparement de la gestion par une couche sociale spécifique et la subordination des producteurs aux intérêts de cette couche; elle se manifeste dans la répartition du produit, comme expropriation des producteurs d'une partie du produit de leur travail au profit de la couche sociale dominante. La suppression de l'exploitation n'est donc possible

(14) Voir l'article « Les rapports de production en Russie », dans le n° 2 de cette revue, surtout p. 14-21, 39 et s. Egalement, l'article « Socialisme ou Barbarie », dans le n° 1, p. 28-39.

que si le prolétariat détruit toute couche gestionnaire spécifique — donc s'il accède lui-même à la gestion de la production, et s'il supprime tous les revenus ne provenant pas du travail productif — donc s'il assure lui-même la répartition du produit social. La suppression de toute bureaucratie gestionnaire permanente et inamovible n'est donc ni une revendication sentimentale, ni une « norme idéale », mais tout simplement un synonyme de la suppression de l'exploitation. Si une telle bureaucratie est maintenue, l'exploitation renforcée du prolétariat à son profit surgira à nouveau inéluctablement.

Le fait que le prolétariat yougoslave est radicalement exproprié de la gestion de l'économie et de la direction de l'Etat, qu'il n'a rien à dire quant à la répartition du produit national, que ces fonctions sont monopolisées par une bureaucratie permanente et inamovible dont les intérêts ne peuvent être que séparés de ceux des travailleurs et hostiles à ceux-ci ne peut pas être contesté. Il est cependant nécessaire de concrétiser cette idée, en examinant la manière dont se réalise le pouvoir de la bureaucratie yougoslave dans les différents domaines de la vie sociale.

Examinons d'abord cet indice précieux de la structure d'un pays que forme *la répartition des revenus*. Dans ce domaine, plus que dans tout autre, la bureaucratie essaie de camoufler son rôle exploiteur en cachant les données statistiques. Mais les quelques rares données qu'elle laisse échapper permettent de porter un jugement sur la question. Ainsi, selon un article du responsable titiste Begovitch (15), le revenu national yougoslave, qui était de 133 milliards de dinars en 1947, est passé à 242,5 milliards en 1948. Nous ne savons pas ce qu'entendent par revenu national les économistes yougoslaves ni comment ils le calculent (les précédents russes, aussi bien que les résultats paradoxaux auxquels on arrive en manipulant les chiffres yougoslaves, comme on le verra plus bas, incitent à la plus grande prudence sur ce chapitre). Cependant, même en tant que grossière approximation, ces chiffres sont censés représenter l'accroissement des richesses sociales disponibles. Cet accroissement aurait donc été de plus de 80 p. 100 entre 1947 et 1948. (16). Est-ce que la consommation des travailleurs a augmenté pendant cette période selon le même rythme, ou

(15) Résumé dans le Bulletin de « Tanyug », n° 28 du 22 septembre 1949, p. 3.

(16) Il faut supposer que les sommes indiquées par Begovitch sont données en prix constants, autrement on ne comprend pas pourquoi il les juxtapose.

même de 40 ou de 20 p. 100 ? Begovitch ne dit évidemment rien là-dessus, et ce silence est, comme on dit, le plus éloquent des aveux. (17) En réalité, le moins que l'on puisse dire, c'est que cette consommation est restée stable, c'est-à-dire que les travailleurs n'ont profité en rien d'un accroissement de la production, obtenu par l'augmentation du temps de travail et l'accélération de son rythme, comme on le verra plus bas. (18)

Tito lui-même a d'ailleurs reconnu l'existence d'un niveau de vie misérable dans son discours de clôture du Congrès du P.C. croate de 1948 : « Nous devons fournir à la classe ouvrière dès le stade actuel des logements chauffés et confortables, la radio, le cinéma et autres agréments de la vie, car nous devons montrer à la classe ouvrière au moins quelque chose (!) de la pratique de la vie socialiste. » (19)

Ici une explication est peut-être nécessaire. La question qui se pose n'est pas celle du niveau de vie absolu des travailleurs yougoslaves, mais de leur niveau de vie *relatif*, et relatif par rapport à l'accroissement de la richesse sociale, et par rapport aux revenus d'autres couches et catégories sociales. Qu'une révolution ne puisse pas du jour au lendemain créer l'abondance, c'est une chose; mais que l'accroissement de la production ne se traduise nullement par une augmentation du salaire réel, et que des revenus bureaucratiques considérables puissent exister à côté de la misère du peuple, c'en est une autre. Admettre et justifier cette dernière situation, c'est admettre et justifier un régime d'exploitation. Ce que nous considérons ici n'est donc pas le niveau de vie absolu des travailleurs yougoslaves, mais son évolution parallèlement au développement de la production d'une part, sa comparaison avec les revenus bureaucratiques d'autre part.

Pour ce qui est de la différenciation des salaires ouvriers et des revenus bureaucratiques, dont les représentants du ti-

(17) Car enfin on ne comprend pas quelles sont les raisons « de sécurité » ou autres qui empêchent la bureaucratie titiste de parler du revenu réel des ouvriers, cependant qu'elle monte en épingle toutes les nouvelles usines qui sont créées, en indiquant leur emplacement, leur capacité de production, etc.

(18) Selon l'organe officiel du Kominform, en automne 1948 les salaires ouvriers (réels, faut-il supposer) ne représentaient plus que 50 % de ceux de 1946 (AFP, « Informations et documents », n° 217, 11 décembre 1948, p. 28-29). Bien que les accusations du Kominform contre Tito soient *a priori* dépourvues de toute valeur réelle, cette indication n'est pas totalement indigne de foi, si l'on pense que le grand effort d'« industrialisation » commencé en 1946 n'a pu être financé autrement que par une baisse du niveau de vie déjà misérable des ouvriers. Du reste, on pourrait demander aux kominformistes pourquoi ils se sont brusquement émus des malheurs du prolétariat yougoslave juste au moment de leur rupture avec Tito et pas avant, et qu'est-ce qu'il est advenu des salaires ouvriers dans les autres « démocraties populaires » entre 1946 et 1948, et en Russie depuis 1928.

(19) AFP, *ib.*

tisme ont prétendu à certains moments qu'elle était seulement de 1 à 4, il faudrait, pour l'apprécier correctement, connaître tous les avantages matériels et autres dont jouissent les bureaucrates yougoslaves en tant que tels. (20) Que ces avantages existent et qu'ils soient considérables, nul n'en peut douter. La lettre du Comité Central du P.C. russe au Comité Central du P. C. yougoslave datée du 4 mai 1948 (21) donne à ce sujet des indications d'autant plus intéressantes que d'une part elles n'ont pas été démenties par les titistes et que d'autre part elles sont confirmées par un sympathisant titiste comme Claude Boudet. (22) Répondant aux Yougoslaves, qui accusaient les généraux russes « en mission » en Yougoslavie d'exiger un salaire de 30.000 à 40.000 dinars par mois, alors que les généraux yougoslaves reçoivent 9.000 à 11.000 dinars, les Russes soulignaient — à juste titre — que les généraux yougoslaves profitent en plus de leur traitement, d'avantages en nature : appartements, domestiques, ravitaillement, etc. (23)

L'accroissement énorme de l'intensité du travail — qui signifie, dans un régime où les travailleurs ne sont pas les maîtres de la production, purement et simplement un accroissement égal de l'exploitation — ressort facilement des données offertes abondamment par la bureaucratie yougoslave elle-même. Cet accroissement de l'exploitation est baptisé évidemment par celle-ci « accroissement de la productivité ». Chaque bulletin « Tanyug » en offre des exemples. Pour n'en citer qu'un, le n° 42 de Tanyug nous informe que dans le bâtiment, après le succès du plan, des nouvelles normes ont été établies, dépassant de 700 p. 100 ou de 1.250 p. 100 les normes initiales du plan ! D'autre part, selon les déclarations du dirigeant titiste Kidric, lors de la discussion du budget de 1948, la tâche essentielle pour l'année 1948 devait être la diminution des prix de revient par « la revision des normes de travail » (24) chanson bien connue des travailleurs exploités de tous les pays du monde.

Dans le même ordre d'idées, on ne peut pas négliger le développement extrême du stakhanovisme en Yougoslavie. On

(20) On sait qu'en Russie ces avantages doivent à peu près doubler le revenu réel des couches bureaucratiques.

(21) Donc écrite trois mois avant la rupture et, comme son contenu le fait voir, nullement en vue de la rupture.

(22) Voir « Combat » du 21 octobre-2 novembre 1949.

(23) Voir la lettre en question, publiée dans « Informations et documents » de l'AFP, n° 262, 4 septembre 1948. Il faut souligner que dans leur réponse, les titistes se taisent sur ce point.

(24) AFP, « Informations et documents » n° 187, 15 mai 1948, p. 14-18.

sait que le stakhanovisme, tel qu'il a été créé en Russie stalinienne et tel qu'il est propagé dans les pays bureaucratiques, vise à un double but : établir artificiellement des normes de travail extrêmement élevées, permettant ainsi à la bureaucratie de pressurer davantage la masse ouvrière ; créer une couche d'ouvriers relativement privilégiés, liés matériellement au système bureaucratique et devenant ainsi une base de la bureaucratie au sein de la classe ouvrière. La bureaucratie yougoslave a évidemment dès le départ, adopté ce système, organiquement lié à l'exploitation bureaucratique, et se targue du fait que « ses » stakhanovistes battent parfois les « records » établis par leurs collègues russes.

Venons-en maintenant à la gestion de la production. On sait que l'activité économique en Yougoslavie est orientée par le « Plan Quinquennal » (1947-1951), dont l'objectif essentiel est l'industrialisation du pays. Ce Plan a été établi et son fonctionnement est contrôlé par la « Commission Fédérale du Plan », elle-même responsable devant le Gouvernement, c'est-à-dire devant le noyau central de la bureaucratie titiste. Ainsi, c'est la bureaucratie et ses représentants qui fixent souverainement les objectifs de la production, le taux de l'accumulation « socialiste », les salaires, les prix et les normes de travail. Le rôle du prolétariat est d'accroître le rendement.

Pour s'en convaincre, il suffit de constater quelle est la tâche des syndicats ouvriers — complètement bureaucratisés, par ailleurs — dans la « nouvelle Yougoslavie ». Ceux-ci non seulement ont cessé d'être les organisations qui luttent pour la défense des intérêts élémentaires des ouvriers — une telle lutte est désormais impossible au grand jour — mais se sont transformées directement en « contremaîtres d'Etat », au même titre que les syndicats russes, tchèques ou bulgares. Voilà comment le rôle des syndicats est défini par le dirigeant titiste Kardelj :

« Le rôle le plus important des syndicats est dans le secteur de l'édification économique. Ils sont les organes de la lutte de la classe ouvrière pour l'accroissement de la production, pour le relèvement de la productivité du travail... ensuite, les organismes syndicaux doivent journellement lutter pour un système juste des salaires, pour une rétribution équitable. » (25)

Ce que Kardelj entend par « système juste des salaires » et

(25) E. Kardelj, « L'édification du socialisme », p. 87. Souligné par nous.

« rétribution équitable », un autre bureaucrate titiste, Kidric, nous l'expliquera. Selon lui (26), l'ordre des tâches syndicales est le suivant :

- 1° Assurer la discipline du travail;
- 2° Etablir les normes;
- 3° Mobiliser la main-d'œuvre;
- 4° Assurer une différenciation suffisante des salaires.

Le rôle de la bureaucratie syndicale comme instrument de gestion de la force de travail dans les intérêts du système bureaucratique (discipline, maximum de rendement, minimum de salaire, création de couches privilégiées au sein du prolétariat) apparaît ainsi clairement.

Quant au Plan Quinquennal en lui-même, ce qu'on peut en savoir est suffisamment vague pour que son aspect social ne puisse apparaître que très difficilement. (27) Son objectif essentiel est l'équipement et l'industrialisation du pays, devant porter le revenu national de 132 milliards de dinars en 1939 à 255 milliards en 1951. (28) Ce résultat doit être obtenu par des investissements d'une valeur totale d'environ 280 milliards de dinars, représentant de 25 à 30 p. 100 du revenu national de la période quinquennale. Les investissements sont évidemment dirigés surtout vers la production de moyens de production, particulièrement l'industrie lourde et la production d'énergie électrique. Quant à la production d'objets de consommation, son développement sera beaucoup plus modeste. Ainsi, dans le domaine de la production agricole, la production totale de céréales sera, d'après les chiffres du Plan, augmentée de 13 p. 100 par rapport à la moyenne décennale 1929-1939, celle de pommes de terre de 72 p. 100, celle de fruits de 17 p. 100, du raisin de 40 p. 100 et du vin de 26 p. 100. Quant aux produits du bétail, la production de viande sera augmentée de 17 p. 100 par rapport à 1939; celle de graisse de 53 p. 100, de lait de 45 p. 100, des œufs de 76 p. 100. (29)

Ces chiffres bruts — pour autant qu'ils soient approxima-

(26) B. Kidric, Rapport au V^e Congrès du PC Yougoslave.

(27) Voir le « Plan Quinquennal de développement de l'Economie nationale de la R.F.P. de Yougoslavie », Beograd, 1947.

(28) Nous avons exprimé plus haut des réserves quant à la signification de ces chiffres. Voici un exemple qui illustrera nos motifs : le total de la valeur de la production industrielle et de la production agricole en 1939, soit (55,7 + 63,8 =) 119,5 milliards de dinars était inférieur au revenu national de cette même année (132 milliards); ce même total sera en 1951 (170,7 + 96,7 =) de 267,4 milliards c'est-à-dire supérieur au revenu national, qui sera de 255 milliards ! (« Plan quinquennal etc. », p. 82). Dans ces conditions, on ne comprend plus ce que « revenu national » et « valeur de la production » veulent dire.

(29) « Plan Quinquennal, etc. », art. 31, p. 148-151.

tiyement exacts et réalisables — ne prennent leur véritable signification que lorsqu'on les compare à l'accroissement de la population yougoslave. La moyenne de celle-ci, pendant la période décennale 1930-1939, était d'environ 14.600.000; elle était de 15.750.000 en 1948 (30) et sera vraisemblablement sur la base d'un taux d'accroissement net de la population de 1,5 p. 100 par an, de 16.500.000 en 1951. (31) L'accroissement de la population entre ces deux périodes sera donc de l'ordre de 13 p. 100, donc équivalent à l'accroissement des deux principaux produits d'alimentation, céréales (13 p. 100) et viande (17 p. 100). La production de céréales par habitant restera par conséquent absolument stagnante, celle de viande augmentera imperceptiblement (+ 3 p. 100).

Mais production ne signifie pas encore consommation. De cette production il faut déduire les exportations; et les exportations de denrées alimentaires, bien que l'on ne dispose pas de données permettant de les comparer avec celles d'avant-guerre, iront croissant si la bureaucratie yougoslave veut se procurer à l'étranger l'équipement nécessaire à son plan d'industrialisation. Ainsi, (32) le traité de commerce conclu le 22 décembre 1949 entre la Yougoslavie et l'Allemagne occidentale prévoit pour l'année 1950 des exportations yougoslaves en Allemagne, principalement de produits agricoles, d'une valeur totale de 65 millions de dollars, en échange de produits allemands manufacturés. De même, le traité anglo-yougoslave du 26 décembre 1949, prévoit des échanges pour la période des cinq années à venir d'une valeur de 280 millions de dollars dans chaque sens, les exportations yougoslaves comprenant surtout des produits agricoles (parmi lesquels environ 40 millions de dollars de maïs), cependant que les exportations anglaises sont composées de biens d'équipement et de produits manufacturés. Les échanges yougoslaves avec les autres pays occidentaux présentent nécessairement la même structure. Si donc les exportations yougoslaves de produits agricoles de base tendent à être plus élevées que celles d'avant-guerre, cependant que la production de ces denrées par habitant stagne, on aura nécessairement une diminution de la consommation intérieure par habitant. Ceci, indépendamment de

(30) Bulletin Mensuel de Statistique de l'O.N.U., février 1950, p. 8.

(31) Cette conclusion est corroborée par les données du « Plan Quinquennal », p. 81, dans lesquelles le quotient revenu national total : revenu national par habitant donne pour 1951 une population de 16.320.000.

(32) International Financial News Survey, 13 janvier 1950, p. 207.

la question de la répartition sociale du produit disponible entre le travailleur et la bureaucratie. (33)

Quant à l'augmentation projetée de la production des autres objets de consommation (sucre, conserves, textile, chaussures), elle s'inscrit surtout dans la tendance vers la réalisation d'une autarcie économique. L'augmentation de la production locale doit compenser la diminution extrême ou l'arrêt des importations de ces produits; ces importations étaient payées autrefois par l'exportation de produits agricoles, mais, comme on l'a vu, ces exportations doivent maintenant payer les importations d'équipement. Il s'agit donc surtout de compenser cette diminution des importations, et il est douteux que les quantités disponibles pour la consommation de ces produits (production plus importations moins exportations) présentent un accroissement substantiel en 1951.

Il est donc certain que, malgré les mensonges cyniques de Tito et de ses avocats, la consommation des masses yougoslaves ne s'améliorera nullement par rapport à l'avant-guerre, si même elle ne se détériore pas. (34) Par contre, le travail fourni par celles-ci augmentera considérablement, tant en durée qu'en intensité. Le développement des forces productives en Yougoslavie sera donc assuré par la surexploitation des travailleurs. Mais pour un développement obtenu par de tels moyens, point n'est besoin d'un régime « socialiste » ou « ouvrier »; le capitalisme a été parfaitement capable de l'accomplir, et continue d'ailleurs de l'être. (35)

Quels sont les moteurs qui sont à la base de ce développement des forces productives par la bureaucratie? D'abord, sa propre conservation. La bureaucratie ne peut se maintenir et se stabiliser au pouvoir que par l'industrialisation et la

(33) Il semble que l'accroissement considérable de la production de pommes de terre, que nous avons signalé, a pour but de compenser cette diminution de consommation de céréales et de viande. On sait que la substitution de la consommation de pommes de terre à celle des céréales signifie une détérioration de la qualité de la ration alimentaire et forme par conséquent un indice classique de la misère d'un pays.

(34) Il ne faut pas oublier que le niveau de vie des travailleurs — ouvriers aussi bien que paysans — dans les Balkans était déjà avant guerre inimaginablement misérable, que l'expression « défendre son beefsteak » y était inconnue pour les ouvriers, de même que l'objet qu'elle désigne, et qu'on parlait de « défendre son pain », au sens propre du terme. Il ne faut pas oublier non plus que la dictature d'Alexandre et du Régent Paul, dans la Yougoslavie d'avant 1940, avait comme objet essentiel de maintenir le prolétariat yougoslave dans ce niveau misérable, par une terreur policière sans bornes. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut comprendre ce que veut dire exactement le maintien du prolétariat yougoslave à son niveau de vie d'avant guerre.

(35) V. à ce sujet les articles « Les rapports de production en Russie », n° 2 de cette revue, p. 21-22 et « La consolidation temporaire du capitalisme mondial », n° 3, p. 25-28.

concentration de l'économie. La base naturelle de son pouvoir est la grande industrie. C'est le développement de cette dernière qui donne à la bureaucratie la suprématie économique définitive vis-à-vis de tous les éléments ou les couches qui pourraient aspirer à un retour vers les formes du capitalisme privé. En même temps, l'industrialisation est la condition indispensable pour l'extension des « profits » bureaucratiques, c'est-à-dire du surproduit global qui est à sa disposition. Dans le besoin qui pousse la bureaucratie à augmenter son « profit » total, il ne faut pas seulement voir la tendance indiscutable de la bureaucratie à accroître sa consommation improductive; il faut surtout comprendre que l'augmentation du surproduit, base nécessaire à l'extension de l'accumulation, est la condition de la lutte de la bureaucratie contre ses « concurrents » et adversaires étrangers. Cet aspect apparaît beaucoup plus clairement dans le rapport de l'industrialisation avec la défense militaire, (36) mais est également valable par rapport à l'ensemble de l'économie d'un pays et la puissance de sa classe dominante. La phrase de Tito à l'adresse des autres démocraties populaires, « attendez qu'on crée chez nous une industrie forte, on discutera plus sérieusement ensuite », (37) éclaire parfaitement ce rapport.

Si nous disons que la bureaucratie assure la relève de la bourgeoisie traditionnelle dans la période décadente du capitalisme, ceci ne signifie pas seulement que la bureaucratie, en tant que personnification du Capital pendant sa dernière phase d'existence historique, a pour rôle de maintenir le travail dans l'exploitation et l'oppression. A travers et par le moyen de cette exploitation, la bureaucratie continue à assurer — aussi longtemps que l'ensemble de la société capitaliste mondiale n'est pas entrée dans sa phase de décomposition et de régression — le développement des forces productives, que la bourgeoisie a inauguré. De ce point de vue, ce n'est point par hasard si la bureaucratie tend surtout à accéder au pouvoir dans les pays « arriérés », c'est-à-dire là précisément où la bourgeoisie privée n'était pas parvenue à réaliser sa tâche historique. Mais ceci ne signifie nullement qu'elle soit une force historique « progressive »; de ce point de vue, elle ne

(36) « La force économique et défensive de chaque pays dépend de l'industrie lourde, et en particulier de la sidérurgie et de l'industrie des machines... Sans le développement de l'industrie lourde... nous ne pouvons équiper techniquement ni l'agriculture, ni les transports, ni l'Armée... » (Rapport de A. Hebrang sur le Plan Quinquennal, l. c., p. 31, souligné par nous.)

(37) Voir la citation de Tito plus loin (« L'idéologie du titisme »).